CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.892/2
du 13 février 2017

sur

une proposition de loi ‘modifiant le Code civil et la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne l'indemnisation des victimes de l'amiante’ (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 54-2002/001)

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.892/2
van 13 februari 2017

over

een wetsvoorstel ‘houdende wijziging van het Burgerlijk Wetboek en van de programmawet (I) van 27 december 2006 wat de schadeloosstelling voor asbestslachtoffers betreft’ (*Parl.St.*, Kamer, 2015-16, nr 54-2002/001)

‡LW-ACDRPCHBD-GALICQW‡

Le 24 janvier 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi 'modifiant le Code civil et la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne l'indemnisation des victimes de l'amiante' (*Doc. parl*., Chambre, 2015-2016, n° 54-2002/001).

La proposition de loi a été examinée par la deuxième chambre le 13 février 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 février 2017.

*

Op 24 januari 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'houdende wijziging van het Burgerlijk Wetboek en van de programmawet (I) van 27 december 2006 wat de schadeloosstelling voor asbestslachtoffers betreft' (*Parl.St.*, Kamer, 2015-16, nr 54-2002/001).

Het wetsvoorstel is door de tweede kamer onderzocht op 13 februari 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 februari 2017.

*

‡LW-ACDRPCHBD-GAIJCQW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition de loi (*), à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition de loi appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

DISPOSITIF

Article 2

L'article 2 tend à abroger l'article 125, §§ 1er et 2, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.

Le paragraphe 1er de cette disposition prive les personnes atteintes de mésothéliome ou d'asbestose ou leurs ayant-droits qui ont été indemnisées par le Fonds amiante d'exercer un recours contre le tiers responsable du dommage [1] aux fins d'obtenir une réparation intégrale de celui-ci lorsque ce responsable est soumis à l'obligation de cotisations à ce Fonds [2].

Il résulte des travaux préparatoires que cette immunité était pour le législateur une contrepartie au cofinancement du fonds par les employeurs.

En vertu de l'article 2, § 1er, de l'arrêté royal du 11 mai 2007 'portant exécution du chapitre VI, du titre IV, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 portant création d'un Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante', cotisent au Fonds

> « [l]es employeurs assujettis en tout ou en partie à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les employeurs assujettis à l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande ainsi que les employeurs des étudiants visés à

(*) S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] En ce compris ses éventuels préposés ou mandataires.

[2] Le texte français de la disposition est rédigé de manière peu claire et pourrait être interprété en sens contraire. Tant le commentaire de la disposition (« […] l'immunité prévue par le paragraphe 1er en contrepartie du cofinancement de 10 millions d'EUR par les employeurs ne vaut que pour le mésothéliome et l'asbestose seuls couverts par ce financement », *Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 51-2773/001, p. 82) que la version initiale du texte du projet (« […] ne peut exercer un recours contre le tiers responsable de son dommage aux fins d'obtenir une réparation intégrale de celui-ci pour autant que ce dernier tombe sous le champ d'application des arrêtés d'exécution de l'article 113, 2° et 3° ») ne laissent toutefois aucun doute sur la volonté du législateur. La modification de rédaction postérieure du texte français au cours des travaux préparatoires résulte d'un amendement déposé par le Gouvernement qui n'a pas modifié le texte néerlandais sur ce point et qui comporte la même justification que le texte du commentaire du projet. Le texte néerlandais de l'article 125, § 1er, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 est en effet rédigé comme suit : « Het slachtoffer en zijn rechthebbenden die schadeloos werden gesteld bij toepassing van dit hoofdstuk of van een gelijkaardige buitenlandse wetgeving voor één van de ziekten bedoeld in artikel 118, 1° en 2°, kunnen geen beroep instellen tegen de aansprakelijke derde voor de schade, en dit met inbegrip van zijn eventuele aangestelden of lasthebbers, met als doel een integrale schadeloosstelling daarvoor te verkrijgen voor zover dat deze laatste onder het toepassingsgebied van de uitvoeringsbesluiten van artikel 116, 2° en 3°, valt ».

‡LW-ACDRPCHBD-GAIJCQW‡

l'article 17*bis* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ».

Dans l'état actuel de la législation, aucun recours ne peut donc être exercé contre ces employeurs par des personnes qui ont reçu une indemnisation du fonds.

En vertu des législations relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, l'action en responsabilité civile au profit d'une victime de maladie professionnelle n'est ouverte qu'à l'encontre des employeurs ou de leurs préposés responsables de la maladie professionnelle que si ces derniers ont provoqué intentionnellement cette maladie professionnelle [3], ce qui exclut le recours au droit commun de la responsabilité civile, fondé sur les articles 1382 et suivants du Code civil.

L'abrogation pure et simple de l'article 125, §§ 1er et 2, de la loi-programme semble laisser intacte l'application de ce régime d'exclusion.

Dans cette lecture, l'abrogation de l'article 125, §§ 1er et 2, de la loi-programme (I) créerait donc une différence de traitement entre deux catégories de victimes bénéficiaires de l'intervention du Fonds amiante, à savoir, d'une part, celles dont la maladie est considérée comme une maladie professionnelle, qui seront privées de tout recours contre leur employeur ou ses préposés n'ayant pas provoqué intentionnellement la maladie et dont le montant de l'indemnisation ne pourra en conséquence être supérieur à celui résultant de la loi-programme précitée, et, d'autre part, les autres victimes bénéficiaires de ce Fonds, qui pourront obtenir la réparation intégrale de leur dommage et pourront donc, le cas échéant, bénéficier d'un montant supérieur à celui résultant de cette loi-programme.

La proposition devra être réexaminée pour tenir compte de cette observation. Si en effet il a pu se concevoir, en vue de préserver la paix sociale, que la victime d'une maladie professionnelle non-intentionnelle ne puisse exercer un recours en responsabilité civile contre son employeur n'ayant pas intentionnellement provoqué la maladie, dès lors qu'était mis en place un régime d'indemnisation pris en charge par la sécurité sociale, ou plus généralement par les pouvoirs publics, il se conçoit plus difficilement que sa qualité de travailleur le prive d'un tel recours, alors que, s'il n'avait pas cette qualité, il aurait pu bénéficier d'une intervention équivalente des pouvoirs publics tout en n'étant pas privé du recours de droit commun.

Article 3

À propos de la validité de l'article 2262*bis*, § 1er, du Code civil, la Cour constitutionnelle a dit pour droit, dans son arrêt 38/2016 du 10 mars 2016 :

« B.3. En matière de prescription, le législateur dispose d'un large pouvoir d'appréciation. La différence de traitement doit reposer sur une justification raisonnable et

[3] Article 51 des lois 'relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970' ; article 14 de la loi du 3 juillet 1967 'sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public'.

‡LW-ACDRPCHBD-GAIJCQW‡

ne doit pas conduire à des restrictions disproportionnées des droits des personnes qui sont soumises au délai de prescription plus court. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du contexte et de la nature des principes en cause.

[…]

B.5. Le droit d'accès au juge ne s'oppose pas à des conditions de recevabilité telles que des délais de prescription, pour autant que de telles restrictions ne portent pas atteinte à l'essence de ce droit et pour autant qu'elles soient proportionnées à un but légitime. Le droit d'accès à un tribunal se trouve atteint lorsque sa réglementation cesse de servir les buts de sécurité juridique et de bonne administration de la justice et constitue une sorte de barrière qui empêche le justiciable de voir son litige tranché au fond par la juridiction compétente (CEDH, 27 juillet 2007, *Efstathiou e.a.* c. Grèce, § 24 ; 24 février 2009, *L'Erablière ASBL* c. Belgique, § 35). La nature ou les modalités d'application d'un délai de prescription sont contraires au droit d'accès au juge si elles empêchent le justiciable de faire usage d'un recours qui lui est en principe disponible (CEDH, 12 janvier 2006, *Mizzi* c. Malte, § 89 ; 7 juillet 2009, *Stagno* c. Belgique), si le respect de ce délai est tributaire de circonstances échappant au pouvoir du requérant (CEDH, 22 juillet 2010, *Melis* c. Grèce, § 28) ou si elles ont pour effet que toute action sera *a priori* vouée à l'échec (CEDH, 11 mars 2014, *Howald Moor* e.a. c. Suisse) ».

Or, dans son arrêt du 11 mars 2014, *Howald Moor et autres c. Suisse* (req. n^{os} 52067/10 et 41072/11), la Cour européenne des droits de l'homme a constaté une violation de l'article 6, § 1er, de la Convention européenne des droits de l'homme pour le motif suivant :

« 77. Par ailleurs, même si elle est convaincue des buts légitimes poursuivis par les règles de péremption ou de prescription appliquées, à savoir notamment la sécurité juridique, la Cour s'interroge sur le caractère proportionné de leur application à la présente espèce. En effet, elle admet, comme le soutiennent les requérantes, que l'application systématique de ces règles à des victimes de maladies qui, comme celles causées par l'amiante, ne peuvent être diagnostiquées que de longues années après les événements pathogènes, est susceptible de priver les intéressés de la possibilité de faire valoir leurs prétentions en justice.

78. Prenant en compte la législation existant en Suisse pour des situations analogues et sans vouloir préjuger d'autres solutions envisageables, la Cour estime que, lorsqu'il est scientifiquement prouvé qu'une personne est dans l'impossibilité de savoir qu'elle souffre d'une certaine maladie, une telle circonstance devrait être prise en compte pour le calcul du délai de péremption ou de prescription.

79. Partant, au vu des circonstances exceptionnelles de la présente espèce, la Cour estime que l'application des délais de péremption ou de prescription a limité l'accès à un tribunal à un point tel que le droit des requérantes s'en est trouvé atteint dans sa substance même, et qu'elle a ainsi emporté violation de l'article 6 § 1 de la Convention (voir, *mutatis mutandis*, Stagno, précité, § 33, avec les références qui y sont citées).

80. Ces éléments suffisent à la Cour pour conclure qu'il y a eu en l'espèce violation de l'article 6 § 1 de la Convention » [4].

Il apparaît que la proposition de loi à l'examen satisfait à l'enseignement de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour constitutionnelle. Elle vise à prévenir une violation de l'article 6, § 1er, de la Convention et des articles 10 et 11 de la Constitution.

[4] *R.G.A.R.*, 2014, n° 15135, et les observations de N. TULKENS, « L'arrêt Howald Moor de la C.E.D.H. : un nouveau souffle pour l'adage *contra non valentem* ».

‡LW-ACDRPCHBD-GAIJCQW‡

Elle n'appelle pas d'observation de fond.

Toutefois, dès lors que la première phrase de l'alinéa proposé, qui deviendrait le quatrième alinéa de l'article 2262*bis*, § 1er, du Code civil, tend à ne pas permettre de dérogation à la règle figurant à l'actuel alinéa 2 de cette disposition en cas de « préjudice résultant de lésions corporelles ou d'un décès » [5], il y a lieu :

– soit d'aligner la rédaction de la première phrase de l'alinéa 4 en projet sur celle de l'alinéa 2 actuel en remplaçant les mots « connaissance du préjudice et de la personne qui en est responsable » par les mots « connaissance du dommage ou de son aggravation et de l'identité de la personne responsable » ;

– soit de remplacer cette première phrase par le texte suivant : « La dérogation prévue par l'alinéa précédent ne s'applique pas lorsque le dommage résulte de lésions corporelles ou d'un décès » ;

– soit encore de compléter l'actuel article 2262*bis*, § 1er, alinéa 3, du Code civil par les mots suivants « , sauf en cas de dommage résultant de lésions corporelles ou d'un décès ».

Par ailleurs, en plaçant la deuxième phrase de l'alinéa proposé au sein de cet alinéa, le texte limite le régime dérogatoire au profit des victimes qui étaient mineures le jour où le dommage et la personne responsable ont été connus, aux seuls cas des dommages résultant de lésions corporelles ou d'un décès, ce qui devrait faire l'objet d'une justification au regard du principe d'égalité et de non-discrimination.

*

[5] Conformément à l'article 2262*bis*, § 1er, alinéas 2 et 3, le mot « dommage » doit, en toute hypothèse, dans la version française être préféré à celui de « préjudice ».

‡LW-ACDRPCHBD-GAIJCQW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het wetsvoorstel,(*) de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het wetsvoorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

DISPOSITIEF

Artikel 2

Artikel 2 beoogt de opheffing van artikel 125, §§ 1 en 2, van de programmawet (I) van 27 december 2006.

Volgens paragraaf 1 van die bepaling kunnen personen die getroffen zijn door een mesothelioom of door asbestose, of hun rechthebbenden, die door het Asbestfonds schadeloos zijn gesteld, geen beroep instellen tegen de derde die voor de schade aansprakelijk is[1] met als doel een integrale schadeloosstelling daarvoor te verkrijgen, wanneer die laatstgenoemde bijdrageplichtig is aan dat Fonds.[2]

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever in die immuniteit heeft voorzien in ruil voor de cofinanciering van het fonds door de werkgevers.

Artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 11 mei 2007 'ter uitvoering van hoofdstuk VI, van titel IV, van de programmawet (I) van 27 december 2006 tot oprichting van

(*) Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] Met inbegrip van zijn eventuele aangestelden of lasthebbers.

[2] De Franse tekst van de bepaling is onduidelijk gesteld en zou in tegenovergestelde zin kunnen worden opgevat. Er kan nochtans geen enkele twijfel bestaan over de bedoeling van de wetgever, zoals blijkt uit zowel de bespreking van de bepaling ("(…) de immuniteit voorzien in § 1 in ruil voor de cofinanciering van 10 miljoen euro ten laste van de werkgevers [geldt] uitsluitend voor mesothelioom en asbestose enige aandoeningen gedekt door deze cofinanciering (*sic*)", *Parl.St.* Kamer 2006-07, nr. 51-2773/001, 82) als de oorspronkelijke versie van de ontworpen tekst ("(…) kan geen beroep instellen tegen de aansprakelijke derde voor zijn schade met als doel een integrale schadeloosstelling daarvoor te verkrijgen voor zover dat deze laatste onder het toepassingsgebied van de uitvoeringsbesluiten van artikel 113, 2° en 3° valt"). De Franse tekst is later tijdens de parlementaire voorbereiding gewijzigd als gevolg van een amendement van de regering, waarin de Nederlandse tekst op dat punt niet is gewijzigd en dat dezelfde rechtvaardiging bevat als de bespreking van het ontwerp. De Nederlandse tekst van artikel 125, § 1, van de programmawet (I) van 27 december 2006 luidt immers als volgt: "Het slachtoffer en zijn rechthebbenden die schadeloos werden gesteld bij toepassing van dit hoofdstuk of van een gelijkaardige buitenlandse wetgeving voor één van de ziekten bedoeld in artikel 118, 1° en 2°, kunnen geen beroep instellen tegen de aansprakelijke derde voor de schade, en dit met inbegrip van zijn eventuele aangestelden of lasthebbers, met als doel een integrale schadeloosstelling daarvoor te verkrijgen voor zover dat deze laatste onder het toepassingsgebied van de uitvoeringsbesluiten van artikel 116, 2° en 3°, valt".

‡LW-ACDRPCHBD-GAIJCQW‡

een Schadeloosstellingfonds voor asbestslachtoffers' bepaalt het volgende over de bijdragen aan dat Fonds:

> "[d]e werkgevers die geheel of gedeeltelijk onderworpen zijn aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, de werkgevers die onderworpen zijn aan de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij en tevens de werkgevers van de studenten bedoeld in artikel 17*bis* van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders zijn vanaf 1 april 2007 een bijdrage verschuldigd ter financiering van het Asbestfonds (…)".

Bij de huidige stand van de wetgeving, kunnen personen die een schadeloosstelling van het fonds hebben gekregen, dus geen enkel beroep tegen die werkgevers instellen.

Krachtens de wetgeving over de vergoeding van schade die uit beroepsziektes voortkomt, kan een slachtoffer van een beroepsziekte een rechtsvordering inzake burgerlijke aansprakelijkheid alleen instellen tegen werkgevers of hun aangestelden die aansprakelijk zijn voor de beroepsziekte, indien die laatstgenoemden die beroepsziekte opzettelijk hebben veroorzaakt.[3] Dat sluit de toepassing uit van het gemene recht inzake burgerlijke aansprakelijkheid, gebaseerd op de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

De loutere opheffing van artikel 125, §§ 1 en 2, van de programmawet lijkt de toepassing van die uitsluitingsregeling intact te laten.

Volgens die interpretatie zou de opheffing van artikel 125, §§ 1 en 2, van de programmawet (I) dus met zich brengen dat twee categorieën slachtoffers die een tegemoetkoming van het Asbestfonds krijgen, verschillend worden behandeld. Het gaat enerzijds om de slachtoffers wier ziekte als een beroepsziekte wordt beschouwd en die geen beroep kunnen instellen tegen hun werkgever of zijn aangestelden die de ziekte niet opzettelijk hebben veroorzaakt; het bedrag van hun schadeloosstelling kan bijgevolg niet hoger zijn dan het bedrag waarin de voornoemde programmawet voorziet. Anderzijds gaat het om de andere slachtoffers die een tegemoetkoming van dat Fonds krijgen. Hun schade kan volledig vergoed worden en ze kunnen in voorkomend geval dus een bedrag ontvangen dat hoger is dan dat waarin die programmawet voorziet.

Het voorstel moet opnieuw worden onderzocht zodat met deze opmerking rekening wordt gehouden. Het is met het oog op de sociale vrede weliswaar denkbaar dat het slachtoffer van een niet-bedoelde beroepsziekte geen vordering inzake burgerlijke aansprakelijkheid kan instellen tegen zijn werkgever die de ziekte niet opzettelijk heeft veroorzaakt, aangezien er een regeling voor schadeloosstelling ten laste van de sociale zekerheid, of meer in het algemeen van de overheid, is ingevoerd. Maar het valt moeilijker te begrijpen dat

[3] Artikel 51 van de wetten 'betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970'; artikel 14 van de wet van 3 juli 1967 'betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector'.

‡LW-ACDRPCHBD-GAIJCQW‡

dat slachtoffer een dergelijk beroep niet kan instellen vanwege het feit dat hij werknemer is, terwijl hij, indien hij geen werknemer was, van de overheid een gelijkwaardige tegemoetkoming zou kunnen krijgen en een beroep volgens het gemene recht zou kunnen instellen.

Artikel 3

Over de geldigheid van artikel 2262*bis*, § 1, van het Burgerlijk Wetboek heeft het Grondwettelijk Hof in zijn arrest 38/2016 van 10 maart 2016 het volgende beschikt:

> "B.3. Inzake de verjaring beschikt de wetgever over een ruime beoordelingsbevoegdheid. Het verschil in behandeling moet berusten op een redelijke verantwoording en mag niet leiden tot onevenredige beperkingen van de rechten van de personen die onderhevig zijn aan de kortere verjaringstermijn. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met de context en met de aard van de ter zake geldende beginselen.
>
> (…)
>
> B.5. Het recht op toegang tot de rechter verzet zich niet tegen ontvankelijkheidsvoorwaarden zoals verjaringstermijnen, voor zover dergelijke beperkingen de essentie van dat recht niet aantasten en voor zover zij in een evenredige verhouding staan met een legitieme doelstelling. Het recht op toegang tot de rechter wordt geschonden indien een beperking niet langer de rechtszekerheid en de goede rechtsbedeling dient, maar veeleer een barrière vormt die de rechtsonderhorige verhindert zijn rechten door de bevoegde rechter te laten beoordelen (EHRM, 27 juli 2007, Efstathiou e.a. t. Griekenland, § 24; 24 februari 2009, L'Erablière ASBL t. België, § 35). De aard van een verjaringstermijn of de manier waarop hij wordt toegepast, zijn in strijd met het recht op toegang tot de rechter indien zij de rechtsonderhorige verhinderen een rechtsmiddel aan te wenden dat in beginsel beschikbaar is (EHRM, 12 januari 2006, Mizzi t. Malta, § 89; 7 juli 2009, Stagno t. België), indien de haalbaarheid ervan afhankelijk is van omstandigheden buiten de wil van de verzoeker (EHRM, 22 juli 2010, Melis t. Griekenland, § 28) of indien zij als gevolg hebben dat elke vordering bij voorbaat tot mislukken is gedoemd (EHRM, 11 maart 2014, Howald Moor e.a. t. Zwitserland)".

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft in zijn arrest van 11 maart 2014, Howald Moor e.a. v. Zwitserland (verz. nrs. 52067/10 en 41072/11), echter vastgesteld dat artikel 6, § 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens om de volgende reden was geschonden:

> "77. Par ailleurs, même si elle est convaincue des buts légitimes poursuivis par les règles de péremption ou de prescription appliquées, à savoir notamment la sécurité juridique, la Cour s'interroge sur le caractère proportionné de leur application à la présente espèce. En effet, elle admet, comme le soutiennent les requérantes, que l'application systématique de ces règles à des victimes de maladies qui, comme celles causées par l'amiante, ne peuvent être diagnostiquées que de longues années après les événements pathogènes, est susceptible de priver les intéressés de la possibilité de faire valoir leurs prétentions en justice.
>
> 78. Prenant en compte la législation existant en Suisse pour des situations analogues et sans vouloir préjuger d'autres solutions envisageables, la Cour estime que, lorsqu'il est scientifiquement prouvé qu'une personne est dans l'impossibilité de savoir qu'elle souffre d'une certaine maladie, une telle circonstance devrait être prise en compte pour le calcul du délai de péremption ou de prescription.

‡LW-ACDRPCHBD-GAIJCQW‡

79. Partant, au vu des circonstances exceptionnelles de la présente espèce, la Cour estime que l'application des délais de péremption ou de prescription a limité l'accès à un tribunal à un point tel que le droit des requérantes s'en est trouvé atteint dans sa substance même, et qu'elle a ainsi emporté violation de l'article 6 § 1 de la Convention (voir, *mutatis mutandis,* Stagno, précité, § 33, avec les références qui y sont citées).

80. Ces éléments suffisent à la Cour pour conclure qu'il y a eu en l'espèce violation de l'article 6 § 1 de la Convention".[4]

Het voorliggende wetsvoorstel lijkt in overeenstemming te zijn met de lering van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en het Grondwettelijk Hof. Het beoogt te voorkomen dat artikel 6, § 1, van het Verdrag en de artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden geschonden.

Het geeft geen aanleiding tot inhoudelijke opmerkingen.

Aangezien de eerste zin van het voorgestelde lid, dat het vierde lid van artikel 2262*bis*, § 1, van het Burgerlijk Wetboek zou worden, in het geval van "schade door letsel of overlijden" geen afwijking mogelijk maakt van de regel die in het huidige tweede lid van die bepaling staat,[5] is evenwel de volgende aanpassing noodzakelijk:

- ofwel moet de redactie van de eerste zin van het ontworpen vierde lid in overeenstemming worden gebracht met de redactie van het huidige tweede lid, door de woorden "zowel met de schade als met de daarvoor aansprakelijke persoon bekend is geworden" te vervangen door de woorden "kennis heeft gekregen van de schade of van de verzwaring ervan en van de identiteit van de daarvoor aansprakelijke persoon";

- ofwel moet die eerste zin worden vervangen door de volgende tekst: "De afwijking waarin het vorige lid voorziet geldt niet wanneer de schade voortvloeit uit letsel of overlijden";

- ofwel moet het huidige artikel 2262*bis*, § 1, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek worden aangevuld met de volgende woorden: "behalve in het geval van schade die voortvloeit uit letsel of overlijden".

[4] *R.G.A.R.*, 2014, nr. 15135, en de opmerkingen van N. TULKENS, "L'arrêt Howald Moor de la C.E.D.H.: un nouveau souffle pour l'adage *contra non valentem*".

[5] Overeenkomstig artikel 2262*bis*, § 1, tweede en derde lid, zou het woord "préjudice" in de Franse tekst hoe dan ook moeten worden vervangen door "dommage".

‡LW-ACDRPCHBD-GAIJCQW‡

Door de tweede zin van het voorgestelde lid in dat lid te plaatsen wordt de afwijkende regeling voor benadeelde die minderjarig waren op de dag waarop kennis is gekregen van de schade en van de aansprakelijke persoon overigens, beperkt tot louter de schade door letsel of overlijden. Dat zou ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie gerechtvaardigd moeten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Pierre VANDERNOOT

‡LW-ACDRPCHBD-GAIJCQW‡